LA PENINSULE IBERIQUE.

Ce Journal paraît les lundis, mercredis et samedis.

PRIX DE LA SOUSCRIPTION.

Pour	1 mois	3 mois	6 mois	l'année
MADRID	15 rs.	45 rs.	90 rs.	180 rs.
en province	"	60 rs.	120 rs.	240 rs.
à l'étranger	"	16 fr.	32 fr.	64 fr.

On s'abonne à Madrid, chez Monier, calle de la Montera. Dans les provinces, chez MM. les administrateurs des loteries, à Lisbonne, chez Borel-Borel et Ce.; à Oporto, Paiva frères; à Londres, Treuttel et Wurtz, Soho Square; à New-York, Bérard et Mondou; à Amsterdam, Delachaux; à La Haye, Echiery et Ce.; à Bruxelles, Mayer et Somerhausen; à Paris, au Bureau d'abonnement rue Feydeau, n.º 13; dans les départements, chez tous les directeurs des postes, qui correspondront avec MM. Dunantès, frères, les quels recevront les demandes d'abonnemens et envois d'argent, franc de port, à Oléron.

La rédaction est établie calle de S. Marcos n.º 4; et les bureaux de l'administration, calle del Carmen, n.º 49, les lettres et réclamations doivent être adressées franc de port à l'éditeur de la *Péninsule Ibérique* calle S. Marcos, n.º 4.

LE VRAI, LA RAISON, LE POSSIBLE.

AVIS.

Notre première intention était de publier la Péninsule Ibérique dans le même format que le Prospectus, et c'est celle que nous mettons aujourd'hui à exécution; mais nous reconnaissons déjà que l'abondance des matériaux qui nous arrivent et continueront à nous arriver de toute part ne nous permettra pas de nous contenter du format actuel, incapable de les contenir. Nous nous proposons donc d'adopter très incessamment la dimension des journaux français. Jusqu'à ce que nos préparatifs pour cette adoption soient complétés, nous mettrons le temps à profit pour exercer nos ouvriers à la composition française: et quant aux caractères, forcés à employer ceux qui sont actuellement à notre disposition pour répondre à l'impatience de nos lecteurs en ne retardant pas notre publication, nous leur remettons que la Péninsule Ibérique sera composée avec les caractères neufs dont nous avons commandé la fonte, aussitôt qu'elle pourra paraître (ce qui ne tardera que très-peu) dans le format que nous avons résolu d'adopter définitivement.

LE DISCOURS DU TRÔNE.

Nous venons après tous les journaux de Madrid, nous venons, éclairés de leurs lumières, jeter un coup d'œil rapide sur cet acte important de l'autorité royale, qui a été, il faut le reconnaître, généralement bien apprécié. Il s'est pourtant rencontré quelques hommes insatiables en toutes choses, qui, ne pouvant blâmer l'esprit qui a présidé à sa rédaction, l'ont attaqué dans la forme et aussi dans les termes. Le discours de la couronne a paru un peu long à quelques uns; il a manqué d'énergie selon d'autres. Le premier reproche ne nous paraît pas mérité, et, pour s'en convaincre, il suffit de reconnaître que le pays est dans une position compliquée et extraordinaire. Le besoin bien senti de réorganiser une société qui n'a dans le passé d'autres souvenirs que celui d'une longue oppression, et celui, non moins grand, de s'occuper des maux qui déchirent la patrie ont présenté une infinité de points à traiter sans peine de paraître déguiser l'état actuel de l'Espagne. Il faut, d'ailleurs, laisser tomber en désuétude les mauvaises traditions qui, dans certains pays, ne font des séances royales qu'une vaine cérémonie où l'on convie tous les représentants du pays pour leur faire entendre le plus souvent, dans un discours bien étudié, tout excepté ce qui l'intéresse, quand il n'est pas assez malheureux pour être trompé sur le peu qu'on lui promet. Le lacanisme joint à ce qu'on est convenu d'appeler des lieux communs, forme presque toujours le type de ces sortes de productions. Un pareil

langage pourrait-il satisfaire l'Espagne aujourd'hui déchirée par les partis et par une guerre horrible qui se prolonge au grand scandale de l'humanité et de la civilisation? Ains; dans les circonstances actuelles, il fallait, comme l'a si bien compris le gouvernement de S. M., exposer le mal dans tous ses dangers et indiquer les moyens de le détruire.

Certes on ne lui fera pas l'injure de supposer qu'il ait manqué de sincérité dans l'accomplissement de ses devoirs.

Le reproche d'avoir manqué d'énergie nous paraît moins facile à réfuter. L'espèce de réserve, pour ne pas dire de répugnance, à signaler le véritable auteur des maux qui affligent la patrie, nous semble une grande faute; et pourquoi ne pas le nommer et le présenter tel qu'il est avec ses vengeances et ses atrocités qui semblent appartenir à une autre époque? Pourquoi ne pas dire avec franchise que celui qui fait égorger des milliers d'hommes par jour, au nom de la religion; pour soutenir des droits qu'il dit tenir de Dieu même, est le grand, est le seul ennemi qu'il faille combattre.

En s'exprimant ainsi, le gouvernement dont personne ne suspecte les bonnes intentions, n'aurait pas donné à la malveillance le prétexte de dire qu'on en était peut-être dans ce moment à marchander avec D. Carlos une réconciliation. D'autres y auraient vu la résolution de la part du gouvernement de poursuivre les factions à toute outrance, et de ne jamais faire une transaction incompatible avec l'honneur et les intérêts du peuple espagnol. On sait d'ailleurs avec quelle réserve, et dans des circonstances moins désespérées, le gouvernement français parait de la famille des Bourbons de la branche aînée. Cette loi d'exclusion, si calomniée, reçut plus tard sa sanction au milieu de la guerre civile de la Vendée. On n'a pas encore oublié avec quelle pusillanimité le gouvernement français, à l'époque de la première discussion de cette loi, la sacrifia à certaines exigences tant intérieures qu'étrangères, et céda aux considérations d'une politique vaillante et timide. Le gouvernement espagnol, placé sur le terrain où il se trouve aujourd'hui comme retranché, ne doit céder à aucune influence, à aucune considération, et, moins qu'à toutes les autres, à celle de la peur.

ESPAGNE.

Madrid, 23 Novembre.

S. M. C. la REINE ISABELLE II continue à jouir de la meilleure santé.

Celle de S. M. la REINE RÉGENTE, son auguste mère, est également satisfaisante.

LL. MM. sont encore à leur résidence

royale du Pardo, et sont attendues incessamment dans cette Capitale.

LL. AA. RR. l'Infant D. François de Paule et l'Infante, son auguste épouse, jouissent aussi de la meilleure santé au palais de Madrid.

S. M. la Reine régente a nommé le président et le vice-président de la Chambre des *Procuradores*; son choix s'est arrêté sur les candidats qui avaient obtenu le plus de voix à la Chambre. Mr. Isturiz a été appelé à la présidence et Mr. Gonzalez à la vice-présidence. On s'attendait à cette résolution qui n'est que l'expression de la majorité de la Chambre et l'application heureuse du système représentatif. La couronne a dignement usé de sa prerogative dans cette circonstance; elle a prouvé qu'elle s'associe franchement aux vues des représentants de la nation en complétant en quelque sorte leur propre ouvrage.

CORTES.

CHAMBRE DES PROCURADORES.

PRÉSIDENT DE MR. ISTURIZ.

Séance du 21 novembre.

La séance est ouverte à midi et un quart.

Mr. le secrétaire *Polo y Monge* donne lecture du procès verbal de la séance antérieure, qui est approuvée sans réclamation. Mr. le secrétaire Cortes donne lecture d'un message, adressé par S. E. Mr. le président du conseil, qui a pour objet d'informer la Chambre que S. M. la Reine régente, usant de la prerogative que lui accorde l'article 21 du statut royal, a daigné nommer Mr. Isturiz président de la Chambre des *Procuradores*, et Mr. Gonzalez vice-président. La Chambre répond qu'elle en demeure informée.

Mr. le Président prononce à ce sujet un discours dont nous ne pûmes distinguer que quelques phrases, et qui avait pour objet de remercier la chambre ainsi que S. M. la Reine Régente pour l'honneur qu'on lui avait fait, en le nommant pour remplir une charge au-dessus de ses forces, mais qu'il l'acceptait avec plaisir et espérait qu'aidé des lumières et des talents de MM. les *Procuradores* il pourrait la remplir d'une manière avantageuse au trône d'Isabelle et de la liberté.

Mr. Cortes donne aussi lecture d'un message du ministre de l'intérieur, qui a pour objet d'informer la chambre que S. M. désirant que les peuples ne fussent pas privés de la lecture des discussions des chambres, a ordonné de publier un *Journal des Cortes*, au compte de l'imprimerie royale, sans préjudice d'en donner

un extrait dans la *gazette*. A cet objet, les sténographes de la chambre devront se réunir, sous la direction du rédacteur en chef de la *gazette*, afin que le dit journal paraisse avec toute la perfection possible. On décide que cette communication passera à la commission intérieure de la chambre. On passe à la commission des pouvoirs ceux de Mr. José Jalon y Jalon, *procurador* pour la province de Palencia.

On rend aussi compte d'une lettre adressée de Zamora par D. Fernando Butron, à la date du 17 courant, ayant pour objet de faire connaître à la chambre qu'au moment où il se préparait à venir occuper son poste, il reçut le décret royal relatif à la levée de 1000 hommes; l'importance de cet acte du gouvernement lui parut telle qu'il se disposa à le mettre à exécution sans aucun retard et il a la satisfaction d'annoncer que sous peu de jours, il aura effectué le contingent à fournir par sa province et que peu après il pourra se rendre au sein de la représentation nationale.

On accorde un congé de deux mois à Mr. Miguel Cosío.

MM. *Mojarrieta, Camba et Lecaroz* prêtent serment.

MM. les ministres de la Justice, de la Guerre et de l'Intérieur entrent dans le salon et occupent le banc ministériel.

Mr. *Cuevas*, rapporteur de la commission des pouvoirs, occupe la tribune et donne lecture de la décision prise par la commission sur les pouvoirs de Mr. Tomas Vallarino *procurador* pour Murcie, lesquels doivent être approuvés, vu leur aptitude légale. — La Chambre approuve.

La commission est aussi d'avis qu'on doit approuver les pouvoirs de D. Miguel Joven de Salas; la Chambre approuve.

Quand à l'exonération que sollicite Mr. Ramon Basart *procurador* élu par Gerona, se fondant sur le mauvais état de sa santé; la Commission est d'avis qu'on doit l'admettre l'exonération.

Il s'élève, à ce sujet, une légère discussion dans laquelle Mr. *Perpiña* s'oppose à ce qu'on admette l'exonération de Mr. Ramon Basart, et fait observer à la Chambre que la province de Gerona n'a qu'un représentant; et que Mr. Fontemberta, dont on avait admis la démission, avait été élu par la même province qui voyait renoncer tous les représentants qu'elle nommait.

Mr. *Alcalá Galiano* fait observer que la charge de *Procurador* est volontaire, quoique le statut n'en fasse pas mention, et en conclut que la Chambre doit admettre la démission de Mr. Basart.

Mr. *Caballero* est du même avis que Mr. *Alcalá Galiano*.

La Chambre consultée admet la renonciation faite par Mr. Basart.

Mr. le ministre de la Justice occupe la tribune et donne lecture de la sanction donnée par S. M. au projet de loi discuté par les *Córtés* antérieures, sur la réintégration des biens engagés aux acheteurs, projet qu'on publie, comme loi du 29 mai, le même jour de la clôture des Chambres.

Mr. le Président prononce les paroles d'usage: "La Chambre des *Procuradores* du royaume a entendu avec la vénération due l'auguste résolution de S. M."

Mr. le ministre de l'intérieur occupe aussi la tribune, et donne lecture de l'autorisation accordée au gouvernement de S. M. par les chambres, dans la législature antérieure, pour installer provisoirement, sous une autre forme, les municipalités et les députations provinciales. Cette loi avait été aussi sanctionnée après le 2 mai. Après sa lecture, le président prononce les paroles d'usage.

Mr. le président du conseil des ministres donne lecture d'une exposition, signée par lui et les autres ministres, qui précède le projet de loi électoral formé par une commission nommée à cet effet par le gouvernement. Il donne

aussi lecture de l'opinion de la commission divisée en deux classes: la majorité et la minorité, accompagnée chacune de celles-ci d'un discours préliminaire qui antécède les articles.

Mr. le Président de la chambre, après la lecture des documents et de la manifestation faite par le président du conseil des ministres, qu'on avait ordonné l'impression et la publication de ces projets afin que la presse pût éclairer les points qu'ils embrassent, dit qu'on les imprime, qu'on en fera la distribution et qu'on les passera à une commission qu'on nommera à cet effet.

Mr. le secrétaire *Córtés* donne lecture de la liste des membres de la chambre qui sont chargés de présenter à cette dernière le projet de la réponse au discours du trône: elle se compose de MM. Arguelles, Alcalá Galiano, Fleix, Cano-Manuel (père), le marquis d'Espinaro, Ferrer, Puch, Acuña et Caballero.

Mr. le comte de las Navas prend la parole et fait observer qu'on devrait destiner aux sténographes un local mieux situé, afin que la rédaction des séances fût plus exacte et plus complète.

Mr. le Président dit que le bureau avait déjà projeté d'améliorer le local des sténographes, mais qu'il ne l'avait pas mis à exécution parce que c'était une affaire qui regardait la commission chargée du gouvernement intérieur de la Chambre, qui n'est pas encore nommée.

Mr. le Président annonce que la Chambre n'ayant rien dont elle puisse s'occuper pour le moment, MM. les *Procuradores* seront avertis à domicile, de la prochaine réunion. — La Chambre est levée à trois heures moins un quart.

NOUVELLES ETRANGERES.

PORTUGAL.

Nous avons reçu les journaux de Portugal jusqu'au 14: ils sont tous d'un extrême intérêt, et en grande partie remplis par le récit de ce qui s'est passé au sujet de la démission du ministère, événement presque sans exemple; puisque ce même ministère, dont la renonciation avait été acceptée, a été obligé de se charger de nouveau des rênes du gouvernement. Les réflexions des journaux de l'opposition Portugaise sont sans doute extrêmement curieuses, mais comme il nous faudrait y consacrer toutes les colonnes de ce numéro si nous voulions en rendre compte et transmettre les documents qu'elles accompagnent, nous nous bornons à donner à nos lecteurs la traduction des pièces officielles, ainsi que celles de l'article important et plein de force que contient la *gazette* du gouvernement portugais dans le même numéro qui publie ces pièces. Nous commencerons cependant par informer nos lecteurs que la détermination des ministres de se démettre de leurs portefeuilles avait pour cause les obstacles qu'ils trouvaient parmi les membres de l'opposition à plusieurs de leurs actes et surtout à l'entrée en Espagne d'une division auxiliaire de 10,000 hommes. Aussitôt qu'il fut connu que la reine avait accepté leur démission, les principales autorités de Lisbonne, militaires, administratives et judiciaires s'empressèrent de donner également la leur.

Voici maintenant les documents officiels que nous venons d'annoncer. Le premier est une lettre du marquis de Saldanha, président du conseil, à M. le duc de Terceira commandant en chef de l'armée: elle est ainsi conçue.

Illustrissime et excellentissime seigneur:

J'ai la satisfaction de remettre à votre excellence la copie ci-jointe de la lettre que S. M. la Reine me fait l'honneur de m'adresser comme président du conseil des ministres.

Votre excellence y verra que les supplica-

tions répétées que le ministère a respectueusement adressées à S. M., pour lui demander sa démission, n'ont été suivies d'aucun résultat; qu'obéissant en conséquence aux desirs de la même auguste souveraine, il continue dans l'exercice de ses fonctions. Le motif pour lequel votre excellence a requis d'être déchargé du commandement en chef de l'armée cesse par conséquent d'exister, ce que je m'empresse de communiquer à votre excellence par ordre de S. M. Dieu garde V. E. &c. — Secrétaire d'état des affaires de la guerre. — Le marquis de Saldanha.

Voici la lettre de S. M. mentionnée dans la pièce ci-dessus.

Marquis de Saldanha:

Ayant consenti, à mon grand regret, que le marquis et ses collègues au ministère me fissent une représentation pour me supplier que j'acceptasse leurs démissions, et ayant reçu la même demande de la part du maréchal duc de Terceira, commandant en chef de l'armée; je résolus d'appeler, afin de former une nouvelle administration, quelques membres des chambres législatives, que je jugeai en état de remplir cette importante commission. Mais ceux-ci, après s'être chargés de me proposer un nouveau ministère; me déclarèrent loyalement que toutes les démarches qu'ils avaient faites pour exécuter mes ordres avaient été infructueuses.

J'insiste donc de nouveau à refuser les démissions qui m'ont été demandées tant par le ministère que par le commandant en chef de l'armée; et la connaissance que j'ai de leur caractère me donne la confiance qu'ils continueront à remplir leurs fonctions avec le même zèle que je me plais à reconnaître en eux tous.

Palais *das Necesidades*, 14 novembre 1835. — MARIA.

Secrétaire d'état des affaires du Royaume.

En réponse à la représentation que le gouverneur civil de Lisbonne a adressée, en date du 11 du courant, par la voie de ce ministère, pour demander sa démission du poste qu'il occupe; supposant que le ministère actuel se séparait des conseils de la Reine, S. M. m'ordonne de faire part au gouverneur civil que les personnes qu'elle avait chargées de former une nouvelle administration n'ont pu exécuter ses ordres: et qu'en conséquence, les ministres obéissant aux desirs que la même auguste Souveraine a de nouveau manifestés dans une lettre adressée par elle, en date de ce jour, au marquis de Saldanha continuent dans l'exercice de leurs fonctions; et comme les motifs qui donnèrent lieu à la représentation du gouverneur civil de cette capitale cessent ainsi d'exister, elle ne pourra être suivie d'aucun résultat.

Palais *das Necesidades*, 13 Novembre 1835. — *Rodrigo Fonseca Magalhaes*.

La *gazette* du gouvernement, du 14 courant, contient ensuite, sous la date du 13, les réflexions suivantes:

"Pour confondre la tactique démoralisatrice de ses ennemis et empêcher que leurs incessantes et calomnieuses vociférations parvinssent à compromettre gravement les intérêts de la vérité et de l'ordre, il fallait que le ministère se placât dans une position telle que l'opinion publique fût obligée de décider entre lui et ses adversaires. L'occasion de provoquer ce jugement s'est heureusement offerte à lui. Quand sa résolution ne pouvait être expliquée en aucune manière par la coercition des circonstances, et se fondait sur un motif qu'un scrupule excessif de délicatesse et d'honneur pouvait seul faire juger raisonnable, le ministère demanda respectueusement sa démission à S. M. Sa supplique, présentée d'abord

par le président du conseil et ensuite par tous les ministres, fut prise en considération par S. M. qui, comme souveraine constitutionnelle, pouvait difficilement se dispenser, en pareille circonstance, de mettre à l'épreuve ce qui convenait le plus au bien public. Comme on devait supposer que l'administration se retirait à cause de l'impossibilité de soutenir les principes qu'il avait constamment suivis, S. M. fit appeler quelques membres des chambres législatives qu'elle choisit parmi ceux qui avaient combattu ces principes, et les chargea de former un ministère. Louange éternelle à la dignité de ces membres de l'opposition! Ils ont méprisé des hommes qui, dominés par des idées périlleusement exagérées, ont un pied sur l'extrémité de la liberté, et l'autre sur les marches de l'anarchie. Ils ont fait toutes les démarches possibles pour exécuter la commission qu'ils avaient reçue; ils ont même porté leurs efforts au delà du point qu'il leur avait paru suffisant d'atteindre pour la remplir; et ils ont, en dernier résultat, déclaré à S. M. qu'il leur était impossible d'organiser une administration. S. M. la reine rappelle ses ministres par une lettre qu'elle adresse au président du conseil, et dans laquelle elle manifeste la pureté de ses intentions en même temps qu'elle leur exprime sa confiance. La fortune est presque toujours pleine de jactance, et la bonne conscience, au contraire, ne la connaît pas. C'est pour cela que le ministère ne se vante pas de son triomphe. Il est une seule réflexion qu'il convient de faire, parce que son importance ne permet pas de la passer sous silence. Dans tous les gouvernements représentatifs le but de l'opposition est de faire prévaloir ses principes, lesquels elle regarde comme plus utiles au pays. Quel est l'objet de notre opposition? Si elle croit que sa politique soit plus capable de faire le bonheur de la nation, pourquoi refuse-t-elle de se placer à la tête des affaires publiques? pourquoi, au moment d'agir, ne se prévaut-elle pas, ne se sert-elle pas de l'*appui illimité* qu'elle dit trouver dans l'opinion générale, et refuse-t-elle par son indécision de mettre en évidence ces capacités dont elle fait, si hautement parade? Il est indispensable d'admettre que les hommes qui font au gouvernement une opposition systématique et implacable, et qui refusent de se charger de l'administration des affaires prouvent, par ce seul fait, leur indifférence pour le bien du pays, la mauvaise loi de leurs intentions et leur désir de spéculer sur le désordre et ses conséquences.

FRANCE.

Le *Temps* du 12.—Voici les réflexions que publie le journal le *Temps* sur le discours avec lequel l'empereur de Russie aurait accueilli la députation de Varsovie: le langage que contient ce document est tellement extraordinaire que le journal des *Débats* qui le publie le premier n'ose croire à son authenticité.

« On comprend à peine, de nos jours, cet effroyable langage d'un despote qui jette au malheureux peuple qu'il a vaincu de telles paroles: « J'ai fait élever ici la citadelle; et je vous déclare qu'à la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville; je détruirai Varsovie, et certes ce n'est pas moi qui la rebâtirai. »

« Il faut se rappeler les anciens maîtres de l'Orient qui commandaient à des nations d'esclaves, pour trouver quelque autre exemple de ce langage qui déshonore aujourd'hui l'Europe. Vous voyez cet égorgeur de peuples qui tient sous lui la Pologne sanglante, et qui lui défend un dernier gémissement sous peine de mort! C'est le souvenir et l'espérance qu'il proscrire avec la menace du fer et du feu: « Si vous vous obstinez, dit-il, à conserver vos rêves de nationalité. » Les souverains d'Eu-

rope ne peuvent mépriser assez les nations dont ils sont les chefs, pour leur laisser lire et commenter de semblables discours comme l'expression de la pensée qui préside à leurs réunions et à leurs conférences.

Discours prononcé par S. M. l'empereur de Russie à la députation de la ville de Varsovie, le 10 Octobre 1835.

Je sais, Messieurs, que vous avez voulu me parler; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous épargner un mensonge que je ne désire pas qu'il me soit prononcé.

Oui, Messieurs, c'est pour vous épargner un mensonge, car je sais que vos sentiments ne sont pas tels que vous voulez me le faire accroire.

Et comment y pourrais-je ajouter foi, quand vous m'avez tenu ce langage la veille de la révolution? N'est-ce pas vous mêmes qui me parliez, il y a cinq ans, il y a huit ans, de fidélité, de dévouement, et qui me faisiez les plus belles protestations de dévouement? Quelques jours après vous avez violé vos serments, vous avez commis des actions horribles.

L'empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, qui vous a comblés de bienfaits, qui vous a favorisés plus que ses propres sujets et vous a rendu la nation la plus florissante et la plus heureuse, l'empereur Alexandre a été payé de la plus noire ingratitude.

Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse, et vous avez fini par briser vous mêmes votre bonheur. Je vous dis ici la vérité pour éclaircir notre position mutuelle, et pour que vous sachiez à quoi vous en tenir, car je vous vois et vous parle pour la première fois depuis les troubles.

Messieurs, il faut des actions et non pas de paroles: il faut que le repentir vienne du cœur; je vous parle sans m'échauffer, vous voyez qu je suis calme; je n'ai pas de rancune, et je vous ferai du bien malgré vous. Le maréchal que voici remplit mes intentions, me seconde dans mes vues, et pense aussi à votre bien être.

(A ces mots les membres de la députation saluent le maréchal)

Eh bien, Messieurs, que signifient ces saluts? avant tout il faut remplir ses devoirs, il faut se conduire en honnêtes gens. Vous avez, Messieurs, à choisir entre deux partis, ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement et en sujets fidèles sous mon gouvernement.

Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante, et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et, certes ce ne sera par moi qui la rebâtirai.

Il m'est bien pénible de vous parler ainsi, il est bien pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets, mais je vous le dis pour votre propre bien. C'est à vous, Messieurs, de mériter l'oubli du passé; ce n'est que par votre conduite et votre dévouement à mon gouvernement que vous pouvez y parvenir.

Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger; qu'on envoie ici de mauvais écrits, et qu'on tâche de pervertir les esprits. Mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme vous en avez, ne peut empêcher les relations clandestines. C'est à vous mêmes à faire la police, à écarter le mal.

C'est en élevant bien vos enfans, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain que vous pouvez rester dans le bon chemin.

Et au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe, et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte.

Croyez moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et malgré tout ce qui s'est passé, mon gouvernement pensera toujours à votre bien être.

Rappelez vous bien ce que je vous ai dit

Troubles des Etats-unis.

On lit dans le *Courrier français*: « Les scènes sanglantes qui ont déshonoré plusieurs villes des Etats-unis ont eu trop de retentissement pour qu'on ait pu si tôt les oublier. Nous souhaitons, à vrai dire, sans l'espérer, qu'elles fussent l'objet d'une répression ou du moins d'un blâme énergique de la part du gouvernement fédéral. Ni le blâme ni la répression ne sont venus. Il a été question, au contraire, dans certaines délibérations dignes des temps et des contrées les plus barbares, d'étendre et de régulariser les mesures d'oppression adoptées en différents lieux contre les membres des sociétés pour l'abolition de l'esclavage. Ces mesures ont un caractère si révoltant de brutalité et d'inquisition, elles sont en opposition si directe avec les principes du gouvernement des Etats-unis qu'il est impossible de ne pas concevoir des inquiétudes sérieuses pour l'avenir de ce gouvernement, quand on pense qu'il en est en quelque sorte forcé de les tolérer, et qu'il est éternellement placé entre la violation de ses propres lois et la menace de séparation des états du Sud.

Il est douloureux pour nous, qui avons admiré plus que personne le magnifique développement des institutions démocratiques dans l'Amérique du nord d'avoir à constater une telle situation.

Malgré tout l'appareil des formes républicaines et la consécration légale du suffrage universel, ce ne sera pas un pays libre celui où les ennemis de l'esclavage ne pourraient élever la voix sous peine d'être maltraités, proscrits, assassinés. On a beau mettre en avant la volonté du grand nombre, l'intérêt de la propriété, l'ordre social: il n'y a pas de liberté, mais oppression, là où la majorité écrase la minorité sous le poids des prescriptions injustes; il n'y a pas de propriétés légitimes là où les éternelles lois de la nature sont foulées aux pieds; il n'y a point d'ordre, mais désordre et immoralité dans une société où les vœux les plus purs, les prédications les plus louables sont un crime, où les lois ne protègent point les citoyens inoffensifs, où le meurtre est impuni, où la férocité de quelques hommes, appuyée sur les préjugés d'une masse fanatique, tient lieu de justice.

Nous ne croirons pas que l'Amérique du Nord soit le pays le plus libre du monde, si nous y voyons sacrifier le droit de discussion à un abominable préjugé, et la sûreté des citoyens à l'égoïsme insensé des propriétaires d'esclaves.

Voyez, en effet, ce que signifierait une constitution dont les garanties écrites n'échapperaient pas les planteurs de Charlestown, de Norfolk ou de toute autre ville, de prendre et d'exécuter des résolutions telles que celles qu'on annonce.

Dans la *meeting* de Charlestown, il a été déclaré, le 10 août 1835, aux états du nord, que les états esclaves étaient décidés à rompre l'union plutôt que de consentir à la plus légère modification de ce qu'ils appellent *base de leur état social, et leur police domestique*.

Ce n'est pas assez bien entendu: dans les *meetings* de Charlestown et de Norfolk, il a été décidé que l'institution de la poste ne pouvait être prostituée à la propagation des écrits incendiaires des abolitionnistes, il fallait soumettre la poste et les papiers qu'elle transporte à un *comité de surveillance*. Voilà pour la liberté de la presse!

En second lieu, il a été jugé indispensable de dresser une liste exacte de tous les voyageurs qui partent ou arrivent soit par eau, soit par terre; de s'assurer si ces voyageurs sont des blancs, des hommes libres de couleur ou des esclaves, et d'examiner très attentivement ces listes afin que les incendiaires (les abolitionnistes) et les personnes malveillantes puissent être découvertes et arrêtées. Voilà pour la liberté individuelle!

La promulgation de ces espèces de decrets a été suivie bientôt, à ce qu'il paraît, de sentences cruelles et illégales qui ont été exécutées et resteront impunies comme les autres.

Les membres des sociétés pour l'abolition des esclaves, assez nombreux dans les états du nord, se voyant traqués par cette législation barbare qui s'élève menaçante en face de la législation générale de la république, viennent d'adresser timidement leurs réclamations à leurs concitoyens.

Nous avons répété, disent-ils, d'après le texte même de la déclaration d'indépendance américaine, que tous les hommes ont été créés égaux, que la liberté était un présent que Dieu a fait à chacun de nous et que nous ne pouvons pas aliéner. Nous ne connaissons pas d'article de notre constitution qui nous défende de parler ainsi. Nous en appelons au jugement de sang froid du peuple pour décider, entre les amis et les ennemis de l'abolition de l'esclavage, quels sont ceux qui par leur conduite ont violé la constitution et les lois.

Est-ce nous qui avons mis des entraves à la liberté de la parole et dispersé par la violence des assemblées régulières? Est-ce nous qui avons intercepté les malles publiques, qui avons excité des émeutes, brûlé des citoyens en effigie, détruit des habitations, dépillé des églises et mis des hommes à mort?

Non, ce ne sont pas les abolitionnistes qui ont commis ces crimes; ils ont été commis contre eux; mais ce sont des citoyens américains qui en sont coupables, mais ils n'ont pas été reprimés, et l'honneur des *États unis* en souffrira.

C'est à l'Angleterre, maintenant, à bien garder ses libertés puisque, partout ailleurs, elles sont sans réalité ou sans garantie, et que les formes représentatives, moins puissantes que les mœurs, ne cachent le plus souvent que le despotisme d'un homme, d'une caste privilégiée ou d'une majorité intolérante.

Ce qui nous afflige plus que les violences des forcenés de quelques états du Sud, c'est la complicité muette du gouvernement central. Préjugé ou faiblesse, cette conduite lui portera malheur. Les abolitionnistes du Massachusetts n'ont pas tort de s'écrier, en énumérant les mesures d'oppression proposées ou prises contre eux: si vous soumettez votre liberté à de pareilles entraves, les jours de la république sont comptés: nous pouvons bien être les premières victimes, mais nous ne serons pas les dernières sacrifiées sur l'autel du pouvoir arbitraire.

Madrid 23 Novembre.

On lit dans le numéro d'hier de *l'Abeille*, journal qui passe pour semi-ministériel; les réflexions suivantes: Mr. Isturiz en adressant dans la séance d'aujourd'hui ses remerciements à la Chambre pour l'honorable distinction qu'elle lui a conférée en le proposant pour l'important emploi de la présidence, a invité ses dignes collègues à l'union.

Plaise à Dieu qu'ils suivent ce conseil salutaire si conforme aux vues bienfaisantes et élevées de notre immortelle régente, et si bien appropriées à la sagesse et au patriotisme de nos *Procuradores*.

Qu'ils se montrent unis, qu'ils prêtent franchement et cordialement leur aide au gouvernement de S. M. dans la grande œuvre

de la régénération et la pacification de l'Espagne et bien promptement disparaîtront tous nos périls, bien promptement cesseront les graves difficultés de la situation actuelle; et bien promptement aussi le triomphe le plus beau et le plus complet couronnera leurs nobles efforts.

Nous observons avec plaisir que dans la commission nommée pour régler le projet de réponse au discours du trône ont été compris des représentants de toutes les opinions. Par ce moyen le message pourra se présenter dès le premier jet dans des termes qui satisfassent les désirs des uns et des autres.

Le gouvernement a répondu à l'attente générale en présentant dans cette première séance le projet de loi des élections, qui est sans doute le plus important de tous ceux qui doivent occuper cette législature.

La lecture rapide que nous en avons entendue, ne suffit pas pour nous donner une idée exacte de toutes les choses de ce projet dont nos lecteurs connaissent déjà le principe. Nous nous réservons de parler de tous les articles qui le composent avec toute l'étendue convenable, aussitôt que nous pourrons avoir sous les yeux un exemplaire de ce document.

La proposition faite par Mr. le comte de las Navas, tendant à ce que les sténographes fussent plus convenablement placés, a trouvé dans M. le président de la chambre l'accueil qu'elle méritait.

Nous espérons que cette amélioration aura promptement lieu, et nous fournira ainsi les moyens dont nous avons jusqu'à présent manqué de satisfaire la curiosité de nos souscripteurs, par une rédaction exacte et étendue de toutes les séances.

NOUVELLES DIVERSES.

MODES.

ÉTOFFES. L'étimologie des noms donnés à nos étoffes est quelquefois tellement inexplicable, que nous les acceptons comme des mots mystiques dont le vrai sens échappe à l'intelligence, mais que l'imagination admet. On a même été jusqu'à prétendre que dans de certains magasins il y avait des jeunes gens *ad hoc* destinés spécialement à baptiser les étoffes dès leur apparition, et en cela ils ont sur nos parrains réels l'avantage de pouvoir harmoniser leurs noms avec l'objet qui le reçoit; inspirés qu'ils sont par l'aspect de ces créations présentées dans tout leur éclat, tandis que chez nous on risque de donner un nom charmant à un vilain petit marmouset, et mille contre-sens ridicules. Cependant, parmi toutes les anomalies qui ont paru depuis quelque temps dans les nomenclatures de nos modes, nous n'en serions trouver de plus indéfinissable que le nom d'*O'Connell* appliqué à un tissu de soie, très-joli du reste, mais qui ne peut laisser deviner à l'esprit le plus subtil une analogie avec l'opposition d'outre-mer. Mêler une gloire de tribune aux futilités de la mode, associer à politique à la coquetterie, et enfin voir tomber au milieu de la gaze et de la soie le non d'un chef de parti, voilà certes une des plus bizarres innovations; et l'on peut dire avec le bonhomme:

On ne s'attendait guère
A voir Uysse en cette affaire.

ALBUM.

Une dame les États-Unis est arrivée à Bruxelles comme missionnaire de la société pour l'abolition de l'esclavage.

On lit dans le journal de Smyrne, au sujet du théâtre de société qui fait les délices du corps diplomatique à Constantinople:

On doit à l'amabilité d'une charmante

dame, épouse d'un grave diplomate, un petit théâtre où les ambassadrices jouent la comédie avec un succès ravissant. Chaque légation fournit son contingent d'acteurs, dont, sans flatterie, plusieurs pourraient se faire applaudir ailleurs que dans un salon. Il est à regretter pour l'honneur de l'art que la bienséance et la discrétion prescrites pour tous les actes de la vie intime ne permettent pas de répéter publiquement les éloges brillants que l'on se plaît à donner aux délicieuses réunions du palais de M. le baron de ***.

On vient d'inventer une nouvelle espèce de parapluie dits *omnibus*. Leur extension extraordinaire leur permet d'abriter jusqu'à six personnes à la fois.

La Nouvelle-Orléans possède un tribunal d'un genre tout-à-fait nouveau. C'est un *Tribunal d'honneur*. Cette société a pour but la régularisation du duel. Elle est composée d'un président, d'un vice-président, de douze juges et d'un secrétaire, élus tous les six mois. Ce tribunal décidera sur les cas que lui présentera l'une des deux parties.

On écrit d'Amsterdam que le fils du sultan de Coëra-Karra est en cette ville pour étudier l'art de l'imprimerie. Son cousin, âgé de 12 ans, l'accompagne.

On disait hier, que quelques bataillons de D. Carlos s'étaient portés sur l'Aragon, du côté des Cincovillas. Le général Vigo aurait été à leur rencontre, les aurait battus complètement et obligés de se retirer dans le plus grand désordre jusqu'au delà d'Estella, où les troupes de la Reine ont trouvé les bagages du quartier général dont elles se sont emparées.

On assure que le tiers-parti formule une proposition pour demander la réhabilitation du Maréchal Ney à la prochaine session, à l'instar de ce qui vient d'être fait pour Riego par le ministère espagnol.

On voit que les bons précédents ne sont pas toujours dédaignés.

Les nouvelles d'aujourd'hui sont très-satisfaisantes. Le général Córdoba est entré dans Estella après avoir battu les factieux qui occupaient ce point. Ils se retirèrent sur une hauteur d'où ils furent de nouveau chassés. Il paraît que le Prétendant se trouvait à Estella d'où il fut obligé de s'échapper au galop.

Dans l'Aragon les Navarrais Commandés par Iturralde ont été battus par la division de Mendez Vigo, soutenu par la légion étrangère qui se trouvait aux environs de Jaca (*E. d. C.*)

Nous donnerons prochainement les détails de cette affaire.

On assure qu'on s'est enfin entendu dans le cabinet des Tuileries, sur le texte de la loi à présenter dans la prochaine session, et qui doit tout à fait murer la vie privée. Voici quelques en seraient les dispositions:

Toute mention de faits ou d'actes quelconques de la vie privée des citoyens, par la voie de la presse, est interdite.

Toute contravention à la présente loi sera punie, par voie correctionnelle, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 50 f. à 10,000 f. sans préjudice des dispositions de la loi déjà existantes contre la calomnie et la diffamation.

Sera exceptée des dispositions de la présente loi l'annonce des faits relatifs aux mariages, naissances, décès &c.

Bon Sens.